

Mr. Henri Pons
Vice Président chargé de l’instruction, Tribunal de Grande Instance de Paris, France

Point n/4: Les investigations en matière de blanchiment:*

Quelles sont les principales investigations à effectuer pour caractériser et mettre en évidence les faits de blanchiment dans le cas pratique?

Ces investigations devront être effectuées quelque soit le pays dans lequel l’enquête du chef de blanchiment sera ouverte, et présenteront un caractère interne mais également international (recours aux commissions rogatoires internationales).

1) Caractériser l’origine frauduleuse des fonds et l’infraction initiale sous-jacente:

Les fonds objets de l’opération de blanchiment, soit la somme totale de 5 millions USD, provenant d’une fraude à la consommation commise par Mlle CHUNG dans le cadre de l’activité de la société LOWNET INC., il conviendra de verser à la procédure d’enquête portant sur les faits de blanchiment tous éléments de la procédure d’enquête diligentée sur les faits de fraude à la consommation. Cela permettra d’établir que les fonds provenant de la société LOWNET constituaient le produit d’une fraude commise à l’aide de cette société.

Dans la pratique, cette preuve de l’origine frauduleuse des fonds est souvent la plus difficile à établir, notamment lorsqu’on est confronté à des flux financiers présentant un caractère suspect mais dont on ne peut prouver formellement qu’ils soient le produit d’une infraction.

2) investigations bancaires: établir la traçabilité des fonds

Ces investigations doivent permettre de reconstituer le circuit de transfert des fonds d’origine frauduleuse et donc d’identifier, in fine, les auteurs et bénéficiaires des opérations de blanchiment. Elles porteront sur les phases de “placement” et de “conversion” du processus de blanchiment.

Le secret bancaire ne devra en aucun cas pouvoir être opposé en cas d’investigations judiciaires, faute de quoi celles-ci ne pourraient prospérer.

- * Ces investigations devront donc être menées auprès des différentes banques concernées (au besoin, par la réalisation de perquisitions et saisies de documents dans les locaux des établissements bancaires visés par l’enquête, et plus particulièrement dans les bureaux des gestionnaires de comptes concernés):
 - GOLDFINGERS BANK (compte de la société LOWNET INC.), HANDYFUNDS BANK (coffre de Mlle CHUNG), et locaux de la société financière MIDMINT SECURITIES, au YOUNGLAND
 - banques situées au ZEITSTAAT dans lesquelles 15 comptes ont été ouverts sous de fausses identités par Mlle DEE aux fins d’y transférer la somme totale de 5 millions USD provenant de la société LOWNET INC.
 - FINEBILLS BANK au XANADU (compte de la société KONDO).

- * Il conviendra de demander la transmission par l’ensemble des banques précitées des documents suivants se rapportant aux comptes visés par l’enquête:
 - documents d’ouverture des comptes bancaires (fiche d’ouverture de comptes, cartons de signatures, documents d’identité produits, procurations éventuelles, fiche KYC),
 - relevés des opérations constatées au crédit et au débit de ces comptes,
 - documents justificatifs des opérations créditrices et débitrices constatées sur ces comptes (avis et ordres de virements, bordereaux de dépôt et de retrait d’espèces),
 - documents identifiant le titulaire d’un coffre.

- * L’exploitation de ces documents permettra:
 - d’identifier les complices ayant participé aux opérations de blanchiment et les bénéficiaires finaux des sommes ainsi blanchies,

* An informal English translation of this paper follows on page 181.

- de vérifier si les obligations de vigilance imposées aux responsables du secteur bancaire ont bien été respectées en l'espèce, et si Mlle CHUNG a bénéficié de complicités au sein des banques concernées.

3) Identification des auteurs de l'infraction de blanchiment: quelles personnes sont susceptibles d'être poursuivies du chef de blanchiment?

Seules les personnes pour lesquelles l'élément intentionnel de l'infraction de blanchiment sera établi, pourront être poursuivies. Cet élément intentionnel consiste en la connaissance de l'origine illicite des fonds blanchis, cette connaissance pouvant être déduite de circonstances factuelles (ex: non respect caractérisé de normes de vigilance par des établissements bancaires).

a) personnes dont le cas pratique indique qu'elles ont connaissance de l'origine frauduleuse des fonds:

- Mlle CHUNG:

Cette personne est l'auteur de l'infraction initiale de fraude à la consommation dont le produit a été blanchi, à hauteur d'une somme totale de 5 millions USD. Elle est également l'initiatrice et la principale organisatrice du circuit de blanchiment mis en place.

Si la loi interne du pays où les poursuites du chef de blanchiment sont diligentées le permet, cette personne pourra être poursuivie non seulement pour les faits de fraude à la consommation, mais également du chef de blanchiment du produit de cette fraude, soit la somme totale de 5 millions USD (un tel cumul de poursuites du chef de l'infraction initiale et du chef de blanchiment est possible sous certaines réserves en FRANCE, il convient dans un tel cas de démontrer la réalisation d'actes matériels).

Distincts: par exemple, faits de trafic de stupéfiants et blanchiment du produit de ce trafic par le biais de circuits bancaires impliquant le recours à des sociétés offshore).

- Mlle DEE:

Cette personne pourra être poursuivie pour la totalité des faits de blanchiment commis, portant sur la somme de 5 millions USD:

- ouverture de 15 comptes bancaires sous de fausses identités au ZEITSTAAT, puis retrait de la somme de 5 millions USD,
- remise de la somme de 2 millions USD à M. BANNER au XANADU,
- achat d'une maison d'une valeur de 2 millions USD au ZEITSTAAT pour le compte de Mlle CHUNG,
- transfert d'une somme de 1 million USD au profit de Mlle CHUNG au YOUNGLAND.

- M. BANNER:

Cette personne pourra être poursuivie pour des faits de blanchiment portant sur la somme de 2 millions USD:

- 1,2 million USD: fonds déposés sur le compte de la société KONDO à la FINEBILLS BANK au XANADU et utilisés pour rembourser le prêt contracté par cette société auprès de cette banque,
- 400.000 USD remis à M. ALAN,
- 400.000 USD conservés à titre personnel.

- M. ALAN:

Cette personne pourra être poursuivie pour des faits de blanchiment portant sur la somme de 1,6 million USD:

- 1,2 million USD: fonds déposés sur le compte de la société KONDO à la FINEBILLS BANK au XANADU et utilisés pour rembourser le prêt contracté par cette société auprès de cette banque,
- 400.000 USD: somme remise par M. BANNER.

MEASURES TO COMBAT ECONOMIC CRIME, INCLUDING MONEY-LAUNDERING

b) personnes dont le cas pratique n'indique pas qu'elles ont connaissance de l'origine frauduleuse des fonds:

Ces personnes ne pourront donc être poursuivies que si les investigations démontrent qu'elles avaient connaissance que les fonds, utilisés pour l'opération à laquelle elles auront concouru, avaient une origine frauduleuse.

Ces investigations porteront sur la phase d'"intégration" du processus de blanchiment et permettront notamment de s'assurer du respect par certains professionnels de leurs obligations de vigilance (en particulier déclaration de soupçon à la cellule de renseignements financiers du pays concerné):

- M. EZURA (ZEITSTAAT) et Mlle JABBAR (YOUNGLAND) (personnes ayant effectué le transfert illégal de la somme de 1 million USD entre le ZEITSTAAT et le YOUNGLAND).

Ces deux personnes pourront également faire l'objet de poursuites du chef d'exercice illégal de la profession de banquier.

- Notaire en charge de la réalisation de l'opération immobilière effectuée par Mlle DEE au ZEITSTAAT pour le compte de Mlle CHUNG (achat de la villa de 2 millions USD),
- responsables de l'entreprise d'investissement MIDMINT SECURITIES ayant vendu les titres au porteur à Mlle CHUNG,
- responsables d'établissements bancaires (notamment gestionnaires de compte):
 - GOLDFINGERS BANK (compte de la société LOWNET)
 - HANDYFUNDS BANK
 - banques du ZEITSTAAT utilisées par Mlle DEE pour y ouvrir 15 comptes sous de fausses identités
 - FINEBILLS BANK (compte de la société KONDO)

Si la loi interne du pays où sont diligentées les poursuites du chef de blanchiment le permet, les personnes morales, telles que les banques ou entreprises d'investissement, intervenues à l'occasion des faits pourront également être poursuivies pénalement pour leur participation à ces faits de blanchiment.

S'agissant de la HANDYFUNDS BANK, des banques situées au ZEITSTAAT utilisées par Mlle DEE, et de la FINEBILLS BANK, il conviendra de s'attacher à vérifier que ces établissements bancaires ont effectivement respecté:

- les normes de vigilance (fiches KYC, vérification de l'origine des fonds ayant crédité les comptes de leurs clients, vérification de l'arrière-plan économique et de l'activité des clients ainsi que de leur identité),
- l'obligation de procéder à une déclaration de soupçons en cas de constatation de transaction douteuse.

4) La coopération internationale: quelles sont les autorités judiciaires territorialement compétentes pour poursuivre les faits de blanchiment?

→ compétence concurrente des autorités de plusieurs pays:

- ZEITSTAAT:

Lieu de commission des faits de blanchiment suivants portant sur 5 millions USD:

- * Transfert de la somme de 5 millions USD, provenant du compte ouvert dans les livres de la GOLDFINGERS BANK au nom de la société LOWNET INC. immatriculée au YOUNGLAND, au crédit de 15 comptes ouverts par Mlle DEE sous de fausses identités.
- * Lieu de retrait de ces fonds par Mlle DEE au moyen de distributeurs automatiques de billets.
- * Lieu d'achat, par Mlle DEE, pour le compte de Mlle CHUNG, d'une maison d'une valeur de 2 millions USD.

Les autorités du ZEITSTAAT sont donc compétentes pour diligenter des investigations pénales du chef de blanchiment sur l'ensemble des fonds blanchis, soit la somme totale de 5 millions USD.

- XANADU:

Lieu de commission des faits de blanchiment suivants portant sur 2 millions USD:

- * remise par Mlle DEE d'une somme de 2 millions USD en espèces à M. BANNER, propriétaire de la société KONDO INC.
- * dépôt par M. BANNER d'une somme de 1,2 million USD en espèces, provenant des fonds remis par Mlle DEE, au crédit du compte de la société KONDO ouvert dans les livres de la FINEBILLS BANK, et remboursement du prêt contracté par cette société auprès de cette banque avec cette somme.
- * partage de la somme de 800.000 USD, provenant des fonds remis par Mlle DEE, entre M.BANNER et M. ALAN, chacun conservant 400.000 USD à titre personnel.

- YOUNGLAND:

Lieu de commission des faits de blanchiment suivants portant sur 5 millions USD:

- * transfert, sur les 15 comptes ouverts au ZEITSTAAT, de la somme de 5 millions USD portés au crédit du compte ouvert au nom de la société LOWNET INC. dans les livres de la GOLDFINGERS BANK.
- * réception par Mlle CHUNG d'une somme de 1 million USD en espèces transmise par Mlle DEE, par l'intermédiaire de personnes se livrant à l'activité illégale de transfert de fonds (M. EZURA au ZEITSTAAT et Mlle JABBAR au YOUNGLAND).
- * achat par Mlle CHUNG de titres au porteur de la société MIDMINT SECURITIES, pour une somme de 500.000 USD.
- * conservation de ces titres au porteur dans un coffre ouvert à la HANDYFUNDS BANK.
- * conservation au domicile de Mlle CHUNG d'une somme de 400.000 USD en espèces.

La compétence concurrente des autorités judiciaires du ZEITSTAAT, du XANADU et du YOUNGLAND pour investiguer sur les faits de blanchiment pose le problème de la coordination des investigations lorsque les faits de blanchiment présentent un tel caractère transnational: dans un tel cas, doit-on mener une seule enquête dans un seul pays avec le recours à l'entraide pénale internationale pour procéder aux investigations nécessaires dans les deux autres pays ou doit-on, au contraire, procéder à des enquêtes dans chacun des trois pays avec, in fine, dénonciation des faits par deux pays au profit d'un troisième pays afin que ces faits de blanchiment ne fassent l'objet que d'un jugement portant sur la totalité des fonds blanchis?

*

* *

Point n/5: La confiscation d'avoirs et les restitutions aux victimes:

Quelles investigations doit-on effectuer aux fins de saisir, en vue d'une éventuelle confiscation judiciaire, les fonds blanchis ou correspondant au produit de l'opération de blanchiment?

Ces investigations pourront être effectuées par le biais de commissions rogatoires internationales. Ainsi, la saisie-conservatoire d'avoirs pourra-t-elle être réalisée dans le cadre d'une demande d'entraide pénale internationale, la confiscation de ces avoirs intervenant ultérieurement lors du jugement de l'affaire par le Tribunal. Dans un tel cas, il conviendra de mettre à exécution ce jugement dans le pays étranger sur le territoire duquel la saisie-conservatoire aura été pratiquée.

MEASURES TO COMBAT ECONOMIC CRIME, INCLUDING MONEY-LAUNDERING

* Perquisitions:

- domicile de Mlle CHUNG au YOUNGLAND (pour saisir la somme de 400.000 USD en espèces),
- coffre ouvert par Mlle CHUNG à la HANDYFUNDS BANK au YOUNGLAND (pour saisir les titres au porteur de la société MIDMINT SECURITIES d'une valeur totale de 500.000 USD),
- domiciles de MM. BANNER et ALAN au XANADU (pour saisir les fonds qu'ils ont conservés, à hauteur de 400.000 USD chacun).

* Blocage des comptes bancaires:

- compte de la société KONDO à la FINEBILLS BANK (XANADU),
- compte de la société LOWNET à la GOLDFINGERS BANK (YOUNGLAND).

Concernant ces saisies et blocages de comptes bancaires, dans certains pays, en cas de poursuite du chef de blanchiment, il n'est pas nécessaire de prouver un lien entre les biens ou avoirs saisis et leur origine frauduleuse, le régime juridique de l'infraction de blanchiment permettant alors de procéder à la saisie de tout le patrimoine des personnes mises en cause, qu'il présente ou non une origine frauduleuse.

Informal English translation of Mr. Henri Pons' paper by UNAFEI**Point no. 4: Investigation as regards Money Laundering:**

What kind of investigation is needed to clarify and underline the facts of money-laundering in a practical case?

The investigation should be conducted in the country where the investigation against the suspected money-launderer was first initiated, and it would have a domestic, but at the same time, an international character (recourse to letters rogatory).

1) Establish the fraudulent origins of the funds and the predicate offence:

As for the object funds of the money-laundering operation, i.e., 5 million US dollars derived from a consumer fraud committed by Ms. CHUNG within the framework of LOWNET INC. it would be appropriate to attach to the investigation file of the money-laundering case all the evidence acquired by the investigation into the consumer fraud. This will enable the investigators to establish that the funds coming from LOWNET constitute proceeds of the fraud committed making use of this company.

In practice, this proof of the fraudulent origin of the funds is often most difficult to establish, in particular, where the flow of finances has a suspicious character, but it cannot formally be proved that they contain the proceeds of a crime.

2) Bank investigation: establish the traceability of the funds

This investigation should enable a reconstruction of the route taken and the transfer of the funds of fraudulent origin, and thus identify, in detail, the actors and beneficiaries of the money-laundering operation. The investigation will target the "placement" and "conversion" phase of the laundering process.

Bank secrecy must not in any case be able to impede the judicial investigation; otherwise, the investigation cannot succeed.

- * This investigation should therefore be conducted at the various banks concerned where necessary, through search and seizure of documents in the buildings of banks under investigation, and more particularly, in the offices of managers in charge of the accounts concerned):
 - GOLDFINGERS BANK (account of LOWNET INC.), HANDYFUNDS BANK (safety box of Ms. CHUNG), and the building of the financial company MIDMINT SECURITIES in YOUNGLAND;
 - Banks located in ZEITSTAAT, in which fifteen accounts were opened under false identities by Ms. DEE for the purpose of transferring into them the sum of 5 million US dollars from LOWNET INC.; and
 - FINEBILLS BANK in XANADU (account of KONDO INC.).
- * It would be appropriate to request all the banks above to transmit the following documents relating to the accounts under investigation:
 - documents concerning the opening of the bank accounts (forms for opening the accounts, signature cards, identity documents presented, documents concerning proxy if any and Know Your Customer documents);
 - records of credit and debit operations of the accounts;
 - documents justifying the credit and debit operations made on these accounts (transfer notifications, notes of deposit and withdrawal of cash); and
 - documents identifying the safety box holder.
- * Utilization of these documents will enable:
 - the identification of accomplices having participated in the money-laundering operations and the financial beneficiaries of the proceeds thus laundered; and
 - the verification of whether the obligations of due diligence imposed on the officials of the banking sector have been respected on these occasions, and whether Ms. CHUNG has benefited from complicities within the bank concerned.

MEASURES TO COMBAT ECONOMIC CRIME, INCLUDING MONEY-LAUNDERING

3) Identification of the actors of the money-laundering offence: who could be charged for money-laundering offences?

Only persons for whom the intentional element of the money-laundering offence could be established can be charged. This intentional element consists of the knowledge of the illicit origin of the funds laundered, and this knowledge may be inferred from factual circumstances (e.g. non-respect of the due diligence norms by the banks).

a) Those with regard to whom the present case indicates that they have knowledge of the fraudulent origin of the funds include:

- Ms. CHUNG:

Ms. CHUNG is the principal offender of the initial consumer fraud, the proceeds of which have been laundered amounting to 5 million US dollars. She was also the initiator as well as main organizer of all the money-laundering activities.

If the domestic law of the country where the investigation of the money-laundering suspect is being carried out permits, Ms. CHUNG may be charged not only for the consumer fraud, but also for laundering the proceeds (5 million US dollars) of this fraud (such double charges against the person suspected of committing the predicate offence and that of the money-laundering is possible under certain conditions in France. It is appropriate in such a case to distinguish the distinct material acts: for example, the acts of trafficking in narcotics and the laundering of its proceeds through the banking system in a roundabout way, using offshore companies).

- Ms. DEE:

Ms. DEE can be charged with all of the laundering activities, amounting to 5 million US dollars:

- opening of fifteen bank accounts under false identities in ZEITSTAAT, and subsequent withdrawal of 5 million US dollars;
- delivery of 2 million US dollars to Mr. BANNER in XANADU;
- purchase of a villa for 2 million US dollars in Zeitstaadt for the account of Ms. CHUNG; and
- transfer of 1 million US dollars to Ms. CHUNG in YOUNGLAND.

- Mr. BANNER:

Mr. BANNER can be charged with the laundering of 2 million US dollars:

- 1.2 million US dollars - money deposited in the account of KONDO INC. at FINEBILLS BANK in XANADU, and used to pay back the debt of the company to this bank;
- 400,000 US dollars handed to Mr. ALAN; and
- 400,000 US dollars kept for his personal use.

- Mr. ALAN:

Mr. ALAN can be charged with the laundering of 1.6 million dollars:

- 1.2 million US dollars - money deposited in the account of KONDO INC. at FINEBILLS BANK in XANADU, and used to pay back the debt of the company to this bank; and
- 400,000 US dollars - sum received from Mr. BANNER.

b) Those who do not appear to have had knowledge of the fraudulent origin of the funds:

These persons, therefore, can only be charged if the investigation establishes that they had the knowledge that the funds, with regard to which they were involved, were of a fraudulent origin.

The investigation will target the "integration" phase of the laundering process to determine whether, in particular, certain professionals have respected their obligation of due diligence (in particular, suspicious transaction reporting to the Financial Intelligence Unit of the country concerned):

- Mr. EZURA (ZEITSTAAT) and Mr. JABBAR (YOUNGLAND) (those who were engaged in the illegal transfer of 1 million US dollars between ZEITSTAAT and YOUNGLAND).

These two persons will also be charged for the offences relating to their professional obligations.

- Notary Public who was engaged in the purchase of the real estate by Ms. DEE in ZEITSTAAT for the account of Ms. CHUNG (purchase of the villa for 2 million US dollars);
- Employees of the investment company MIDMINT SECURITIES having purchased bearer securities for Ms. CHUNG; and
- Employees of the banks (especially those in charge of customers' accounts):
 - GOLDFINGERS BANK (account of LOWNET)
 - HANDYFUNDS BANK
 - Banks in ZEITSTAAT used by Ms. DEE to open fifteen banks accounts under false identities
 - FINEBILLS BANK (account of KONDO INC.)

If the domestic law where the investigation of the suspected money-laundering permits, legal persons, such as banks or investment companies, involved in this conduct can also be criminally charged for their participation in these laundering activities.

As regards HANDYFUNDS BANK, the banks located in ZEITSTAAT used by Ms. DEE, and as regards FINEBILLS BANK, it is appropriate to pay particular attention to whether these banks have effectively respected the following:

- The norms of due diligence (Know Your Customer documents, verification of the origin of the funds credited into the accounts of their clients, verification of the economic background and the activities of the clients, as well as their identities),
- The obligation to report a suspicious transaction.

4) International cooperation: Which judicial authorities are competent in terms of territoriality for the investigation of money-laundering?

→ In this case there is concurrent jurisdiction of several countries:

- ZEITSTAAT:

Place of commission of the money-laundering of 5 million US dollars, as follows:

- * Transfer of the sum of 5 million US dollars from the bank account in GOLDFINGERS BANK in the name of LOWNET INC. registered in YOUNGLAND, to fifteen bank accounts opened by Ms. DEE under false identities.
- * Place of the withdrawal of these funds by Ms. DEE via ATM.
- * Place of the purchase by Ms. DEE, for the account of Ms. CHUNG, of a 2 million US dollar Villa.

The authorities of ZEITSTAAT have therefore the competence to conduct a criminal investigation against the suspects in regard to all the funds, i.e., 5 million US dollars.

- XANADU:

Place of commission of the money-laundering of 2 million US dollars, as follows:

- * Delivery by Ms. DEE of 2 million US dollars in cash to Mr. BANNER, the owner of KONDO INC.
- * Deposit by Mr. BANNER of 1.2 million US dollars in cash from the funds delivered by Ms. DEE into an account of KONDO INC. at FINEBILLS BANK, and the paying-back of the debt of KONDO INC. to the FINEBILLS BANK from this fund.
- * Distribution of the 800,000 US dollars delivered by Ms. DEE between Mr. BANNER and Mr. ALAN, each keeping 400,000 US dollars for their personal use.

MEASURES TO COMBAT ECONOMIC CRIME, INCLUDING MONEY-LAUNDERING

- YOUNGLAND:

Place of commission of the money-laundering of 5 million US dollars, as follows:

- * Transfer into fifteen bank accounts opened in ZEITSTAAT of 5 million US dollars deposited in the account of LOWNET INC. at GOLDFINGERS BANK.
- * Receipt by Ms. CHUNG of one million US dollars in cash sent from Ms. DEE via underground banker (Mr. EZURA in ZEITSTAAT and Ms. JABBAR in YOUNGLAND).
- * Purchase by Ms. CHUNG of bearer securities amounting to 500,000 US dollars from MIDMINT SECURITIES.
- * Deposit of these securities in a safety box of HANDYFUNDS BANK.
- * Keeping 400,000 US dollars in cash in Ms. CHUNG's house.

Since money-laundering activities have a transnational character, the concurrent competence for investigation of the judicial authorities of ZEITSTAAT, XANADU and YOUNGLAND poses the problem of coordination of investigation: in such a case, should one country alone conduct the investigation, conducting the necessary investigation in the other two countries with recourse to mutual legal assistance in criminal matters? Or, should there be, an investigation in all three countries, and two countries eventually cease the investigation for the benefit of the third country so that there will be only one judgment concerning the total sum of funds laundered?

*

* *

Point no. 5: Confiscation of proceeds and restitution for victims:

What kind of investigation should be conducted for the purpose of seizing, with a view to eventual confiscation, the laundered funds, or the funds or property derived from the money-laundering operation?

These investigations may be conducted by means of letters rogatory. Also, freezing of property will be available within the framework of the request for mutual legal assistance in criminal matters, while the decision regarding confiscation of such property will be finally made by the judgment of the court. In such a case, it is appropriate to execute the judgment in a country where the freezing of the property takes place.

Investigation

- * Search and seizure:
 - residence of Ms. CHUNG in YOUNGLAND (to seize the 400,000 US dollars cash)
 - Safety box opened by Ms. CHUNG at HANDYFUNDS BANK in YOUNGLAND (to seize the bearer securities from MIDMINT SECURITIES, total value 500,000 US dollars)
 - Residence of Mr. BANNER and Mr. ALAN in XANADU (to seize the money kept there, amounting to 400,000 US dollars each)
- * Freezing of bank accounts:
 - account of KONDO INC. at FINEBILLS BANK (XANADU)
 - account of LOWNET at GOLDFINGERS BANK (YOUNGLAND).

Concerning seizure and freezing of bank accounts, in certain countries, in the case of the prosecution of the money-laundering suspect, it is not necessary to prove the link between the goods or property seized and their fraudulent origin. The legal regime of the offence of money-laundering thus enables the seizure of all the property of the accused person, which sometimes does not present any fraudulent origin.